

FIRST AFRIQUE

HEBDO N°0488 du 13 au 19 Janv 2024

Magazine



BÉNIN ET CARAÏBES ALLIANCE HISTORIQUE



INTER

VLADIMIR POUTINE PRÊT À
RENCONTRER DONALD TRUMP

Sommaire

HEBDO N°0488 du 13 au 19 Janv 2024

Avec un menu riche et varié, FIRST AFRIQUE MAG vous offre un panorama des actualités qui façonnent le monde !

□ À LA UNE :

LES PRÉSIDENTIELLES 2026 : ENJEUX ET PERSPECTIVES

Un décryptage des attentes et des défis du prochain scrutin au Bénin.

□ INTERNATIONAL :

CARICOM : LE BÉNIN ET LES CARAÏBES SCELLENT UNE ALLIANCE HISTORIQUE

Un partenariat inédit pour renforcer les liens entre l'Afrique et les Caraïbes.

BAD : LA BATAILLE POUR L'AVENIR DE L'AFRIQUE

Enjeux stratégiques pour le développement du continent.

□ □ AFRIQUE DE L'OUEST :

BURKINA FASO : PROCÈS CONTRE L'ANCIEN RÉGIME KABORÉ

Un procès qui secoue l'arène politique burkinabé.

GHANA : UNE EXEMPTION DE VISA HISTORIQUE

Facilitation des déplacements pour booster les échanges régionaux.

SÉNÉGAL : DÉPART PROGRAMMÉ DES FORCES FRANÇAISES

Un tournant dans les relations franco-sénégalaises.

□ □ EN AFRIQUE :

AFRIQUE DU SUD : L'ANC CÉLÈBRE SON 113E ANNIVERSAIRE

Retour sur l'histoire et les défis actuels de ce parti historique.

□ □ DIPLOMATIE :

CRISE DIPLOMATIQUE : LA FRANCE ET L'ALGÉRIE S'OPPOSENT

Un nouvel épisode tendu dans les relations entre les deux pays.

□ MONDE :

INTER : VLADIMIR POUTINE PRÊT À RENCONTRER DONALD TRUMP

Une possible rencontre au sommet qui fait déjà des vagues.



BÉNIN



AFRIQUE



INTER



AFRIQUE



AFRIQUE

LES PRÉSIDENTIELLES 2026 ENJEUX ET PERSPECTIVES

Le Bénin, souvent présenté comme un modèle de stabilité démocratique en Afrique de l'Ouest, se dirige vers les présidentielles de 2026 avec des attentes élevées de la part des citoyens. Ce scrutin sera bien plus qu'un simple rendez-vous électoral ; il incarnera un moment crucial pour consolider les acquis démocratiques et répondre aux défis socio-économiques du pays.

D'un point de vue politique, les enjeux sont considérables. Après plusieurs années de tensions entre le pouvoir et l'opposition, les Bénéinois espèrent un scrutin inclusif, équitable et transparent. Les questions liées à la pluralité politique, à la liberté d'expression et au rôle de l'opposition seront au centre des préoccupations. Les citoyens attendent des débats

constructifs et des candidats capables de porter une vision claire pour l'avenir du pays, tout en respectant les institutions démocratiques.

Sur le plan économique, les attentes sont tout aussi importantes. Le chômage des jeunes demeure une préoccupation majeure, tout comme la lutte contre la pauvreté, particulièrement dans les zones rurales. Les électeurs attendent des projets concrets qui permettront de diversifier l'économie, de créer des emplois durables et d'améliorer l'accès aux services de base tels que l'éducation, la santé et l'eau potable. La question de l'énergie et des infrastructures sera également au cœur des débats, car elle est essentielle pour soutenir le développement local.

Un autre défi crucial est celui de la cohésion na-

tionale. Dans un pays riche en diversité culturelle et ethnique, les présidentielles de 2026 ne doivent pas devenir un facteur de division. Les candidats devront incarner l'unité et proposer des politiques capables de renforcer le tissu social, tout en tenant compte des aspirations spécifiques de chaque région.

Ce scrutin représente une opportunité pour le Bénin de prouver, une fois encore, sa capacité à avancer sur la voie d'une démocratie renforcée et d'un développement inclusif. La balle est désormais dans le camp des acteurs politiques pour répondre aux aspirations légitimes d'un peuple en quête de progrès et de stabilité.

Wilfrid K./La rédaction





LE BÉNIN ET LES CARAÏBES SCELLENT UNE ALLIANCE HISTORIQUE

Cotonou a accueilli, le mercredi 8 janvier 2025, la première réunion des Ministres des Affaires étrangères du Bénin et de la Communauté des Caraïbes (CARICOM). Ce rendez-vous historique marque une étape significative dans les relations entre

le Bénin et les États membres de cette organisation régionale, mettant en lumière une volonté commune de renforcer les liens culturels, économiques et politiques, tout en célébrant une histoire partagée.

La rencontre a rassem-

blé les délégations de huit pays de la CARICOM : Antigua-et-Barbuda, les Bahamas, la Barbade, Dominique, Grenade, Haïti, la Jamaïque et le Suriname. Depuis son accession à la présidence en 2016, le Président Patrice Talon a fait de la relation avec les Caraïbes un axe stra-

tégique de la diplomatie béninoise. Ce rapprochement repose sur une histoire commune marquée par la traite transatlantique, mais aussi sur le rôle de la diaspora afro-descendante dans la construction d'un avenir commun entre l'Afrique et les Caraïbes.

Un dialogue axé sur trois priorités majeures. Les travaux de cette réunion ont été organisés autour de trois axes essentiels : la culture, l'économie et la paix.

Sur le plan culturel, les discussions ont souligné l'importance de préserver et de promouvoir les héritages partagés entre les deux régions. Le Ministre des Affaires étrangères du Bénin, M. Olushegun Adjadi Bakari, a évoqué la résilience des cultures africaines, incarnée par des traditions telles que le vodun, qui reste un lien fort entre les deux continents. Les participants ont convenu de travailler ensemble pour mettre en valeur ces atouts culturels à travers des échanges artistiques, des festivals et des initiatives éducatives.

Sur le plan économique, la diplomatie béninoise a mis l'accent sur le développement des échanges commerciaux et des investissements

entre le Bénin et les pays de la CARICOM. L'objectif est de créer des opportunités pour renforcer les relations économiques tout en répondant aux défis communs, tels que le changement climatique et la sécurité alimentaire. Le développement de partenariats dans les domaines de l'agriculture durable, des énergies renouvelables et du tourisme a également été évoqué.

En ce qui concerne la paix et la sécurité, les discussions ont porté principalement sur la situation en Haïti. Le communiqué final de la réunion exprime la préoccupation des ministres face à la crise sociopolitique et sécuritaire qui sévit dans ce pays. Les participants ont salué l'engagement du Bénin auprès de la CARICOM et d'autres partenaires internationaux pour soutenir la paix et le développement en Haïti.

Une reconnaissance de la diaspora afro-descendante. L'un des temps forts de cette rencontre a été l'adoption de mesures visant à renforcer les liens avec la diaspora afro-descendante. Les ministres ont salué la récente adoption par le Bénin de la loi n°2024-31 du 2 septembre 2024, qui accorde la nationalité

béninoise aux Afro-descendants en quête de racines. Cette loi, une initiative du Président Talon, a été largement applaudie par les délégations caribéennes, qui y voient une avancée majeure en matière de justice réparatrice.

Cette initiative vise à réparer les injustices historiques liées à la traite transatlantique et à encourager les Afro-descendants à renouer avec leur héritage africain. Elle illustre également l'engagement du Bénin à jouer un rôle de premier plan dans le renforcement des liens entre l'Afrique et la diaspora mondiale.

Un mémorandum d'entente pour une coopération renforcée. Au cours des travaux, les ministres ont procédé à la signature d'un Mémorandum d'Entente sur les consultations politiques et diplomatiques entre le Bénin et plusieurs États membres de la CARICOM, dont Dominique, Haïti, Grenade et les Bahamas. Ce document établit les bases d'une collaboration plus étroite dans des domaines d'intérêt commun, tels que la gouvernance, la sécurité et le développement durable.

Des discours mar-



LE BÉNIN ET LES CARAÏBES SCellent UNE ALLIANCE HISTORIQUE

quants lors de la cérémonie d'ouverture. La cérémonie d'ouverture a été marquée par des interventions poignantes. Le Ministre béninois des Affaires étrangères, M. Bakari, a remercié le Président Patrice Talon pour sa vision stratégique visant à rapprocher le Bénin de ses partenaires cari-

béens. Il a rappelé que, bien que l'histoire commune entre les deux régions soit marquée par des cicatrices profondes, elle témoigne également d'une capacité remarquable à surmonter l'adversité et à bâtir des ponts vers l'avenir.

Le Président en exercice

du Conseil des Ministres des Affaires étrangères et des Relations communautaires de la CARICOM (COFCOR), M. Vince Henderson, a salué les efforts du Bénin pour renforcer les liens avec la diaspora afro-descendante. Il a souligné que l'initiative de reconnaissance de la nationalité

béninoise constitue un modèle à suivre pour d'autres pays africains.

Enfin, l'Ambassadeur Georges-Emmanuel Germany, chargé de la Diaspora Afro-descendante dans les Antilles, a insisté sur l'importance de cette rencontre pour consolider les relations entre l'Afrique et les Caraïbes. Selon lui, la diaspora afro-descendante joue un rôle clé dans la construction de ponts culturels et économiques entre les deux régions.

Vers une coopération durable Cette première réunion des Ministres des Affaires étrangères du Bénin et de la CARICOM marque un jalon important dans les relations bilatérales. Elle témoigne d'une volonté commune de transcender les blessures du passé pour construire un avenir basé sur la solidarité, la coopération et le respect mutuel.

Alors que le Bénin s'affirme comme un acteur clé dans le rapproche-

ment entre l'Afrique et les Caraïbes, cette rencontre ouvre la voie à de nouvelles opportunités pour les deux régions, qui partagent une histoire, une culture et une vision communes.





LA BATAILLE POUR L'AVENIR DE L'AFRIQUE



LA BATAILLE POUR L'AVENIR DE L'AFRIQUE

En ce début d'année 2025, la Banque africaine de développement (BAD) est au centre d'une effervescence particulière. Alors que ses activités habituelles se poursuivent à son siège, dans le quartier du Plateau à Abidjan, une échéance majeure se profile : l'élection de son prochain président ou présidente. Les candidatures pour succéder à Akinwumi Adesina, en poste depuis une décennie, doivent être déposées avant le 31 janvier. Cette bataille s'annonce déterminante, tant les enjeux pour l'avenir de la BAD et de l'Afrique sont cruciaux.

Depuis sa création en 1964, la BAD s'est affirmée comme un acteur clé du développement économique et social du continent. Sous la direction d'Adesina, l'institution a initié des projets phares regroupés sous les «High 5s» : éclairer l'Afrique, nourrir l'Afrique, industrialiser l'Afrique, intégrer l'Afrique et améliorer la qualité de vie des Africains. Ces priorités ont

marqué les dix dernières années, avec des avancées significatives dans le financement d'infrastructures, de projets énergétiques et agricoles.

Toutefois, ces succès ne sont pas sans controverses. Si Adesina a été salué pour sa vision ambitieuse, des critiques persistent quant à l'impact réel des projets financés et à la dépendance de la BAD vis-à-vis de ses partenaires non-africains, qui détiennent une part importante des droits de vote. À l'heure où l'Afrique est confrontée à des défis économiques, climatiques et sociaux d'une ampleur inédite, le choix du prochain dirigeant s'annonce crucial pour redéfinir la trajectoire de la banque.

La course à la présidence de la BAD met en lumière des enjeux complexes. Le premier concerne l'autonomie de l'institution. Les critiques sur la dépendance financière et décisionnelle de la BAD à l'égard de ses partenaires internationaux refont surface à chaque élection. Les futurs candidats devront proposer

des solutions concrètes pour mobiliser davantage de ressources sur le continent, tout en maintenant des partenariats stratégiques équilibrés.

Le deuxième enjeu réside dans le rôle de la BAD face à la montée en puissance d'autres institutions multilatérales et des banques de développement émergentes. Alors que des acteurs comme la Chine gagnent du terrain en Afrique avec des investissements massifs, la BAD doit renforcer sa compétitivité et son leadership tout en s'adaptant aux besoins diversifiés de ses membres.

Cette élection reflète aussi une bataille entre visions divergentes pour le développement africain. Certains candidats mettront l'accent sur la poursuite des grands projets d'infrastructure, tandis que d'autres pourraient prôner des stratégies axées sur la transition énergétique, le numérique ou le soutien direct aux petites et moyennes entreprises. Ces orientations contrastées reflètent des conceptions différentes

F1RST AFRIQUE

HEBDOMADAIRE
D'ANALYSES, D'INVESTIGATIONS ET DE STRATÉGIES

Global Leader

Wilfrid KINTOSSOU

Directeur de Publication

Wilfrid KINTOSSOU

Rédacteur en Chef

Maxime VIEIRA

Secrétaire de Rédaction

Audrey K. Segbo

Rédaction

Joseline F.

Syste Fiacre

Maxime Vieira

Wilfrid Kintossou

Audrey Kévine Segbo

Correction

Pascal HOUNKPATIN

Palette Graphique

First Afrique Prod

Editeur

FIRST AFRIQUE

N°Siret 528249766

RCS LILLE METROPOLE/France

Tél. WhatsApp +229 66055661

Email : direction@firstafriquetv.bj

www.firstafriquetv.bj

Avec First Afrique Tv,
c'est l'Afrique qui gagne et c'est l'actualité
autrement.

LA BATAILLE POUR L'AVENIR DE L'AFRIQUE

du rôle que doit jouer la BAD dans un monde en mutation rapide.

Le processus électoral sera également marqué par des rivalités politiques et géopolitiques. Les grandes puissances régionales comme le Nigeria, l'Afrique du Sud ou l'Égypte chercheront probablement à promouvoir leurs candidats, tandis que les partenaires non-africains, tels que les États-Unis, l'Europe et le Japon, tenteront d'influencer le choix final. Dans ce contexte, le prochain président ou présidente devra démontrer sa capacité à gérer des intérêts divergents tout en préservant l'autonomie et la crédibilité de l'institution.

Au-delà des manœuvres politiques, cette élection incarne des attentes profondes pour l'avenir de l'Afrique. Le ou la futur(e) dirigeant(e) de la BAD devra proposer une vision forte, capable d'unir les États membres autour d'objectifs communs et de répondre aux aspirations des populations africaines. Il ou elle devra également faire preuve d'innova-

tion pour relever les défis liés à la crise climatique, à la croissance démographique et à l'intégration régionale.

L'issue de cette compétition pourrait redéfinir le rôle de la BAD dans le paysage mondial. Plus qu'un simple acteur de financement, la banque est appelée à devenir un véritable catalyseur de transformation pour l'Afrique. Cette élection est donc une opportunité unique de repenser son positionnement stratégique et d'insuffler un nouvel élan à ses activités.

Alors que les prétendants affûtent leurs stratégies et que les alliances se nouent en coulisses, les attentes des populations africaines sont immenses. Elles espèrent une ins-

titution capable de répondre à leurs besoins et d'apporter des solutions concrètes aux défis auxquels elles font face. La présidence de la BAD est bien plus qu'un simple poste administratif : elle représente un levier essentiel pour bâtir un avenir prospère et durable pour le continent.

La bataille pour la présidence de la BAD ne fait que commencer, mais elle promet d'être décisive. Plus qu'un choc de personnalités, c'est un affrontement de visions pour l'avenir de l'Afrique qui se joue dans les couloirs de l'institution. À l'issue de ce processus, c'est tout le destin de la BAD et son rôle dans le développement du continent qui seront redéfinis.





VLADIMIR POUTINE PRÊT À RENCONTRER DONALD TRUMP

Le président russe Vladimir Poutine se montre une fois de plus ouvert au dialogue avec l'ancien président américain Donald Trump, qui ne cache pas ses intentions de reprendre contact avec le Kremlin. Dans un contexte marqué par un conflit russo-ukrainien qui s'enlise, les déclarations de Trump sur une potentielle rencontre avec le dirigeant russe alimentent les discussions. Jeudi, l'ancien locataire de la Maison-Blanche a affirmé qu'il préparait une rencontre avec

Poutine, ajoutant qu'il est temps de mettre fin à cette guerre qui, selon ses termes, est un véritable gâchis.

Le Kremlin, par la voix de son porte-parole Dmitri Peskov, a réagi favorablement à cette initiative. «Nous constatons que M. Trump se déclare également prêt à résoudre les problèmes par le dialogue, et nous nous en félicitons», a déclaré Peskov lors d'une conférence téléphonique. Bien que les détails d'une éventuelle rencontre restent flous, l'idée d'une volonté mu-

tuelle de discuter est mise en avant. Selon Peskov, tout laisse à penser que des démarches concrètes pourraient être engagées après une éventuelle réélection de Trump à la présidence des États-Unis. Ces annonces surviennent alors que le conflit en Ukraine semble entrer dans une nouvelle phase. Sur le terrain, les hostilités se poursuivent avec une intensité qui ne faiblit pas. Le président ukrainien Volodymyr Zelensky, quant à lui, intensifie ses efforts diplomatiques pour maintenir le soutien des alliés occidentaux. De leur côté,

les États-Unis, sous l'administration Biden, prévoient une nouvelle série de sanctions contre la Russie. Dmitri Peskov a critiqué cette initiative en affirmant que «les États-Unis sous la direction actuelle, alors qu'il leur reste 10 jours de mandat, ont l'intention de tout faire pour continuer la guerre, et les pays européens suivent naturellement le cours».

Donald Trump, qui a annoncé sa candidature pour les élections présidentielles de 2024, fait de la résolution du conflit russo-ukrainien un enjeu majeur de son programme. Il a notamment appelé à un cessez-le-feu immédiat et à l'ouverture de pourparlers, réitérant sa promesse de mettre fin à cette guerre s'il revenait au pouvoir. Une telle position contraste avec celle de l'administration actuelle, qui s'est montrée résolue à soutenir l'Ukraine sur le long terme. Trump, en revanche, prône une approche pragmatique et insiste sur la nécessité d'une solution négociée pour éviter de prolonger les souffrances humaines et les coûts économiques. Depuis le début de l'invasion russe en février 2022, le conflit a causé des pertes humaines et matérielles d'une ampleur tragique. Selon les chiffres des Nations Unies, plus de 12 300 civils ont perdu la vie, dont plus de 650 enfants, et plus de 27 800 personnes ont été blessées. Ces statistiques, bien qu'alarmantes, ne reflètent qu'une partie des conséquences de cette guerre qui a également entraîné

des déplacements massifs de populations et une dégradation sans précédent de l'économie ukrainienne. L'éventualité d'une rencontre entre Trump et Poutine suscite des réactions contrastées sur la scène internationale. Les partisans de l'ancien président américain voient en lui un négociateur capable de ramener la paix grâce à ses relations passées avec le Kremlin. En revanche, ses détracteurs estiment que Trump pourrait adopter une position trop conciliante envers la Russie, ce qui risquerait de fragiliser la position de l'Ukraine et de ses alliés.

La dynamique des relations internationales est également un facteur à considérer. L'Europe, qui a suivi avec une certaine prudence les initiatives de Donald Trump durant son premier mandat, reste un allié clé des États-Unis dans la gestion du conflit en Ukraine. Si Trump venait à renouer avec Poutine, cela pourrait modifier les équilibres au sein de l'OTAN et redéfinir les priorités stratégiques des partenaires occidentaux. Du côté russe, cette ouverture au dialogue avec Trump peut être perçue comme une tentative de contourner les sanctions internationales et de regagner une certaine légitimité sur la scène mondiale. Depuis le début du conflit, la Russie fait face à une pression économique croissante, avec des sanctions qui touchent durement son économie. Une normalisation des relations avec les États-Unis, même partielle, pourrait offrir à

Moscou une opportunité de relâcher cette pression. Toutefois, les intentions de Donald Trump restent sujettes à interprétation. Bien qu'il ait exprimé son souhait de mettre fin au conflit, ses déclarations sur la politique étrangère américaine ont souvent été imprévisibles. Certains observateurs estiment que son initiative envers Poutine pourrait être davantage motivée par des considérations électorales que par une réelle volonté de résoudre la crise en Ukraine. Pour Vladimir Poutine, une rencontre avec Trump pourrait offrir une plateforme pour présenter la position russe sous un jour plus favorable. Cela permettrait également de tester la capacité des États-Unis à envisager une approche différente vis-à-vis de la Russie, en rupture avec la politique de confrontation actuelle. Cependant, les obstacles restent nombreux, et la méfiance entre les deux pays demeure profonde.

En attendant de voir si cette rencontre se concrétisera, la guerre en Ukraine continue de faire des ravages, tant sur le plan humain que matériel. Les appels au dialogue, qu'ils viennent de Donald Trump ou d'autres acteurs internationaux, rappellent l'urgence de trouver une solution à ce conflit qui a déjà causé tant de souffrances. Mais entre les ambitions politiques, les rivalités géopolitiques et les intérêts économiques en jeu, parvenir à une paix durable reste un défi monumental. ■



Le Ghana a récemment rejoint le cercle très restreint des pays africains qui exemptent tous les ressortissants du continent de visa pour entrer sur leur territoire. Cette mesure, annoncée le 3 janvier 2025 par le président sortant Nana Akufo Addo, constitue une avancée majeure en matière d'intégration africaine. Elle s'inscrit dans un cadre plus large visant à renforcer les liens entre les pays du continent et à promouvoir une unité panafricaine longtemps rêvée.

Historiquement, l'Afrique a toujours été une terre

de migrations. Contrairement aux images souvent relayées de migrants risquant leur vie pour rejoindre l'Europe, la majorité des mouvements migratoires sur le continent sont intra-africains. Les échanges humains entre les régions de l'Afrique datent de plusieurs siècles, et ces interactions ont contribué à façonner les cultures et les économies locales. Cependant, les barrières administratives imposées par les frontières nationales, souvent héritées de la colonisation, ont rendu ces migrations plus complexes qu'elles ne l'étaient auparavant.

En annonçant l'exemp-

tion de visa pour tous les Africains détenteurs d'un passeport, Nana Akufo Addo a affirmé sa volonté de positionner le Ghana comme un acteur clé de l'intégration africaine. «Il s'agit de la prochaine étape logique vers la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) et le fonctionnement du plus grand bloc commercial au monde. Ce sont des éléments essentiels à la réalisation de l'Agenda 2063 de l'Union africaine, qui envisage une Afrique intégrée et connectée à l'horizon 2063», a-t-il déclaré.

Cette décision s'inscrit dans une vision plus large

de l'unité africaine, souvent mise en avant dans les discours politiques mais rarement traduite en actes concrets. La liberté de circulation des personnes est un objectif récurrent des traités et des accords continentaux, comme le Protocole de l'Union africaine sur la libre circulation des personnes adopté en 2018. Cependant, sa mise en œuvre reste lente et inégale entre les pays membres. À ce jour, seuls quelques États africains, dont le Bénin, les Seychelles, et maintenant le Ghana, ont pris des mesures pour ouvrir leurs frontières sans visa à l'ensemble des Africains. Cela

UNE EXEMPTION DE VISA HISTORIQUE

reste une exception sur un continent de 54 pays, où les formalités de visa demeurent un frein important à la mobilité. Selon l'Indice d'ouverture sur les visas en Afrique (AVOI), publié chaque année depuis 2016 par la Banque Africaine de Développement, 47 % des voyages intra-africains nécessitaient encore un visa avant le départ en 2024. Ce chiffre, relativement stable par rapport à 2023, montre que peu de progrès ont été réalisés dans ce domaine.

L'ouverture des frontières, telle que décidée par le Ghana, pourrait avoir des retombées économiques significatives. La Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf), entrée en vigueur en 2021, repose sur l'idée que l'intégration économique passe par la réduction des barrières commerciales et la libre circulation des biens, des services et des personnes. En facilitant la mobilité des travailleurs, des entrepreneurs et des touristes à l'intérieur du continent, le Ghana espère dynamiser son économie et renforcer les échanges avec ses voisins africains. Pourtant, les défis ne manquent pas. La gestion des frontières et les infrastructures de transport doivent être renforcées pour accompagner cette ouverture. De plus, le risque d'abus ou de pres-

sions sur les ressources locales pourrait inquiéter certaines populations. Néanmoins, les experts s'accordent à dire que les avantages économiques et sociaux l'emportent largement sur les éventuels désavantages.

Au-delà des considérations économiques, la décision du Ghana a une portée symbolique importante. Elle reflète une vision panafricaniste d'unité, mise en avant par des figures historiques telles que Kwame Nkrumah, premier président du Ghana et ardent défenseur de l'unité africaine. En suivant les pas de ce leader emblématique, Nana Akufo Addo souhaite laisser un héritage durable avant la fin de son second mandat. Le président ghanéen a également voulu envoyer un message clair aux autres nations africaines : l'intégration continentale n'est pas une utopie, mais une réalité qui peut être mise en œuvre par des actions concrètes. En ouvrant ses frontières, le Ghana invite d'autres pays à emboîter le pas et à adopter des politiques similaires pour construire une Afrique plus connectée.

Malgré cette avancée, il reste encore beaucoup à faire pour que la libre circulation devienne une réalité sur l'ensemble du continent. La lenteur de

la ratification du Protocole de l'Union africaine sur la libre circulation en est une illustration. À ce jour, seuls 4 pays africains ont ratifié ce texte, bien qu'il ait été adopté par 32 États membres. Le rapport 2024 sur les migrations en Afrique, publié par l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) et la Commission de l'Union africaine (CUA), souligne également que les restrictions aux mobilités intra-africaines restent nombreuses. Ces barrières freinent non seulement les échanges économiques, mais aussi le développement d'un sentiment d'identité continentale.

En abolissant les visas pour tous les Africains, le Ghana s'affirme comme un modèle d'ouverture et d'intégration sur le continent. Cette décision, bien qu'ambitieuse, doit être accompagnée de mesures concrètes pour en maximiser les bénéfices et en atténuer les éventuels inconvénients.

Si d'autres pays suivent cet exemple, le rêve d'une Afrique unie et intégrée pourrait enfin se concrétiser. L'initiative du Ghana rappelle que les actions audacieuses sont nécessaires pour relever les défis historiques et bâtir un avenir commun pour le continent africain. ■

A portrait of President Bassirou Diomaye Faye of Senegal, looking directly at the camera with a slight smile. He is wearing a dark blue traditional Senegalese garment (boubou) with a gold-colored circular emblem on the left chest. The background is a blurred interior with gold-colored curtains.

DÉPART PROGRAMMÉ DES FORCES FRANÇAISES

En novembre 2024, le président sénégalais Bassirou Diomaye Faye a annoncé le retrait des forces militaires françaises

du Sénégal, souhaitant que ce processus s'achève d'ici fin 2025. Cette décision s'inscrit dans une volonté affirmée de renforcer la

souveraineté nationale et de redéfinir les relations avec les partenaires étrangers.

Le Sénégal et la France

entretiennent une coopération militaire historique, marquée par la présence de bases françaises sur le sol sénégalais depuis les indépendances. Cette collaboration a été justifiée par des accords bilatéraux visant à assurer la sécurité régionale et à lutter contre diverses menaces, notamment le terrorisme au Sahel. Cependant, le contexte géopolitique évolue, et les aspirations à une autonomie stratégique se font de plus en plus pressantes au sein de la population et des autorités sénégalaises.

Le président Faye, lors de son discours du 31 décembre 2024, a précisé que la fin de toutes les présences militaires étrangères au Sénégal interviendrait dès 2025. Cette annonce fait écho à des mouvements similaires observés dans d'autres pays africains, où la présence militaire étrangère est de plus en plus contestée. Les discussions entre Dakar et Paris sur les modalités précises de ce retrait sont en cours, bien qu'aucun calendrier détaillé n'ait encore été rendu public.

Ce retrait pose plusieurs défis logistiques et stratégiques. Il s'agit notamment de la réaffectation des installations militaires, de la réorganisa-

tion des forces armées sénégalaises pour combler le vide laissé par le départ des troupes françaises, et de la redéfinition des accords de coopération en matière de défense. La France, de son côté, devra repenser sa stratégie de présence en Afrique de l'Ouest, région clé dans la lutte contre le terrorisme et les trafics en tout genre. Les réactions à cette annonce sont partagées.

Certains analystes saluent une décision souveraine qui témoigne de la maturité politique du Sénégal et de sa volonté de prendre en main sa propre sécurité. D'autres expriment des inquiétudes quant aux capacités du pays à assurer seul sa défense face aux menaces régionales, soulignant l'importance du soutien logistique et opérationnel fourni par les forces françaises.

Il est également essentiel de considérer l'impact économique de ce retrait. La présence militaire française a généré des retombées financières non négligeables pour les localités hébergeant des bases, à travers l'emploi local et les services associés. Le départ des troupes pourrait ainsi entraîner des pertes économiques pour certaines communautés, nécessitant des

mesures compensatoires de la part des autorités sénégalaises.

Sur le plan diplomatique, cette décision pourrait redéfinir les relations entre le Sénégal et la France. Si les deux pays ont toujours entretenu des liens étroits, le retrait des forces militaires pourrait être perçu comme une prise de distance symbolique. Toutefois, il est probable que Dakar et Paris chercheront à maintenir une coopération étroite dans d'autres domaines, notamment économique et culturel, afin de préserver une relation bilatérale solide.

Le départ programmé des forces françaises du Sénégal d'ici fin 2025 marque une étape significative dans l'affirmation de la souveraineté sénégalaise. Ce processus, bien que complexe, offre au pays l'opportunité de renforcer ses capacités de défense et de redéfinir ses partenariats stratégiques. La réussite de cette transition dépendra de la capacité des autorités à gérer les défis logistiques, économiques et diplomatiques qui en découlent, tout en assurant la sécurité et la stabilité du pays.

PROCÈS CONTRE L'ANCIEN RÉGIME KABORÉ

Au Burkina Faso, la justice intensifie ses actions contre des personnalités politiques associées au régime de Roch Marc Christian Kaboré. Sous la houlette du procureur du tribunal de grande instance de Ouagadougou, Blaise Bazié, plusieurs anciens hauts responsables font face à des accusations graves, notamment pour détournement de fonds publics, enrichissement illicite, et fraude. Ces affaires marquent une volonté affirmée de l'appareil judiciaire burkinabè de faire la lumière sur les pratiques de gestion sous l'ancien régime.

L'une des figures les plus en vue de ces poursuites est Alassane Bala Sakandé, ancien président de l'Assemblée nationale entre 2017 et 2022. Il est accusé d'avoir détourné des fonds publics, octroyé des avantages injustifiés et blanchi des capitaux. Actuellement hors du Burkina Faso, officiellement pour des « soins médicaux », Bala Sakandé n'échappe pas à la justice, qui main-

tient les accusations à son encontre. Selon le procureur, l'ancien président de l'Assemblée aurait attribué des marchés publics par entente directe, détournant ainsi des fonds destinés au fonctionnement de cette institution pour des intérêts personnels ou illicites.

Une autre affaire sensible concerne des détournements de fonds destinés à la prise en charge des personnes déplacées internes, victimes de l'insécurité chronique qui frappe le pays. Parmi les accusés figure l'ancienne ministre de l'Action humanitaire, Nandy Somé Diallo. Elle est citée par le principal accusé, Yé Yaké Camille, dans cette affaire qui illustre les dysfonctionnements dans l'utilisation des ressources allouées à la crise humanitaire. Le procureur a indiqué que toutes les personnes mentionnées devront comparaître devant le juge d'instruction.

Dans une autre procédure, un ancien ministre des Sports sous le régime Kaboré est éga-

lement mis en examen pour fraude, surfacturation et falsification de documents dans le cadre de la réhabilitation du stade du 4-Août, infrastructure emblématique de Ouagadougou. Ce projet aurait été entaché de nombreuses irrégularités, notamment des faux en écriture et des pratiques de surfacturation visant à détourner des fonds publics.

Ces affaires, révélées lors d'une conférence de presse tenue par Blaise Bazié, traduisent une volonté affichée de transparence et de lutte contre l'impunité. Les accusations portent principalement sur des malversations liées à la commande publique, un domaine souvent critiqué pour son opacité. Les soupçons d'enrichissement illicite et de mauvaise gestion des fonds publics révèlent des pratiques qui ont contribué à saper la confiance des citoyens envers les institutions.

Cependant, ces poursuites judiciaires ne sont pas exemptes de débats. Si certains Burkinabè saluent l'action de la

justice comme un signe de renouveau et de responsabilité, d'autres y voient une manœuvre politique destinée à discréditer les opposants et les cadres du régime précédent. Le timing des poursuites, dans un contexte de transition politique marqué par des tensions, alimente des interprétations divergentes.

Le détournement des fonds alloués à la prise en charge des déplacés internes est particulièrement symbolique de l'urgence sociale et sécuritaire que traverse le Burkina Faso. Depuis plusieurs années, le pays est confronté à une insécurité grandissante due aux attaques jihadistes, entraînant le déplacement massif de populations. Ces détournements, si avérés, constituent une trahison des attentes des citoyens qui comptent sur l'État pour répondre à leurs besoins vitaux dans des moments critiques.

Les implications économiques et sociales de ces scandales sont considérables. Les ressources détournées auraient pu être investies dans des infrastructures essentielles, des programmes sociaux, ou encore le renforcement des capacités de défense face à

la crise sécuritaire. Cette mauvaise gestion des fonds publics, dans un contexte de précarité généralisée, exacerbe les inégalités et accroît le ressentiment envers une classe dirigeante perçue comme déconnectée des réalités du peuple.

D'un point de vue institutionnel, ces affaires soulèvent des questions sur la gouvernance et les mécanismes de contrôle. Le Burkina Faso, comme beaucoup d'autres pays de la région, lutte pour instaurer des pratiques de gestion transparente et efficace. Les détournements présumés révèlent des failles dans la supervision des finances publiques et la régulation des marchés publics.

Les enquêtes en cours représentent une opportunité pour la justice burkinabè de prouver son indépendance et son efficacité. Cepen-

dant, la transparence dans les procédures sera cruciale pour éviter que ces actions ne soient perçues comme des règlements de comptes politiques. Le soutien populaire à ces poursuites dépendra largement de la capacité des autorités judiciaires à mener les procès de manière équitable et impartiale.

Les poursuites engagées contre les proches de l'ancien régime de Roch Marc Christian Kaboré marquent une étape importante dans la lutte contre la corruption au Burkina Faso. Elles témoignent d'une volonté politique de redonner confiance aux citoyens en démontrant que nul n'est au-dessus des lois. Toutefois, les défis sont nombreux, et le succès de cette initiative dépendra de la capacité des institutions à rendre justice tout en renforçant la cohésion nationale. ■





L'African National Congress (ANC), la plus vieille organisation politique du continent africain, a célébré ses 113 ans dans une ambiance bien différente de celle des précédentes années. Fondé le 8 janvier 1912, le parti qui a conduit l'Afrique du Sud vers la liberté et mis fin à l'apartheid traverse aujourd'hui une période de turbulences majeures. Ce 11 janvier, lors d'un discours marquant cet anniversaire, le président Cyril Ramaphosa a mis en lumière les défis colossaux auxquels le mouvement fait face, renforçant l'idée que cette célébration était bien plus qu'un simple événement symbolique.

C'est en mai dernier que l'ANC a subi un véritable séisme politique lors des élections générales, ne récoltant que 40 % des voix. Ce score, inédit depuis la fin de l'apartheid, a contraint le parti à composer un gouvernement d'union nationale, rompant ainsi avec des décennies de domination parlementaire. Cet échec électoral a été largement perçu comme un signal d'alarme pour une population désabusée, frappée par des crises économiques, sociales et institutionnelles. Le président Ramaphosa, conscient de l'urgence de redresser la barre, a fait de cet anniversaire une plateforme pour réaffirmer l'importance

de renouveler et revitaliser l'ANC. Dans son allocution, le chef de l'État sud-africain a rendu hommage aux origines historiques de son mouvement, rappelant son rôle central dans la lutte pour la liberté et la dignité en Afrique du Sud. Mais ce rappel des heures de gloire ne suffisait pas à masquer la gravité de la situation actuelle. Ramaphosa a souligné que l'ANC traverse une véritable crise existentielle, exacerbée par des défis majeurs tels que la pénurie d'eau, un chômage élevé et des infrastructures délabrées. « Nous célébrons un mouvement qui a été créé pour transformer l'Afrique du Sud », a-t-il affirmé, tout en reconnaissant que cette mission fondatrice est menacée par

L'ANC CÉLÈBRE SON 113E ANNIVERSAIRE

la perte de confiance des citoyens. Cette défiance populaire s'explique par une accumulation de problèmes non résolus. Les Sud-Africains sont confrontés à une corruption persistante, une économie en stagnation et une gestion publique chaotique qui entrave le développement. Alors que les élections locales de 2026 approchent à grands pas, l'ANC semble désormais sur la défensive. Pour la première fois depuis son accession au pouvoir, le parti est contraint d'envisager sérieusement une réinvention totale, sous peine de voir son influence diminuer encore davantage. Ramaphosa n'a pas mâché ses mots à ce sujet, évoquant « un moment critique où l'ANC doit choisir entre se réinventer ou disparaître ».

Ce discours a également marqué le coup d'envoi officieux de la campagne pour regagner le soutien des électeurs. L'ANC, autrefois indétrônable, doit désormais convaincre une population qui ne se contente plus des promesses historiques. Il s'agit d'un véritable défi pour un parti dont l'identité a longtemps été façonnée par ses luttes passées plutôt que par une vision claire de l'avenir. Ramaphosa, en appelant à l'unité et à la mobilisation des membres du parti, espère redynamiser les

structures internes et reconstruire une base électorale solide. Pourtant, cette ambition se heurte à de nombreux obstacles, notamment les divisions internes et une méfiance croissante envers les élites politiques.

Les célébrations du 113e anniversaire, qui rassemblent chaque année des milliers de partisans à travers le pays, ont donc pris cette année une tournure résolument politique. Si les festivités sont traditionnellement l'occasion de rappeler l'héritage glorieux de l'ANC, elles ont également servi de plateforme pour aborder des questions cruciales sur son avenir. Cette introspection, bien que nécessaire, met en lumière un fait incontournable : l'ANC ne peut plus se reposer sur son passé pour garantir sa survie. Le parti devra démontrer sa capacité à répondre concrètement aux attentes des citoyens, en particulier des jeunes générations qui n'ont pas vécu directement les luttes anti-apartheid mais qui subissent les conséquences des échecs actuels.

Dans un contexte où l'opposition politique gagne du terrain et où des alliances fragiles se forment pour contrer l'hégémonie de l'ANC, la position du parti au pouvoir est plus précaire que jamais. Les promesses

de renouvellement devront se traduire par des actions tangibles, telles qu'une réforme économique significative, une lutte renforcée contre la corruption et des politiques sociales inclusives. Mais ces réformes risquent de s'avérer complexes, tant les défis structurels sont enracinés dans la gouvernance sud-africaine.

L'anniversaire de l'ANC, autrefois une célébration éclatante de la victoire contre l'oppression, est devenu cette année une occasion de réflexion et de repositionnement stratégique. Pour Ramaphosa et son équipe, il ne s'agit pas seulement de préserver l'héritage du parti, mais de lui redonner une pertinence dans un paysage politique en mutation rapide. Le chemin vers ce renouveau est semé d'embûches, mais il est clair qu'un échec dans cette entreprise pourrait marquer la fin de l'ère ANC en Afrique du Sud. Dans un pays où les attentes des citoyens évoluent et où les voix dissidentes se multiplient, l'ANC devra prouver qu'il reste un vecteur de changement et de progrès, sous peine de se voir relégué à une simple note de bas de page dans l'histoire sud-africaine.





CRISE DIPLOMATIQUE

INTER

LA FRANCE ET L'ALGÉRIE S'OPPOSENT



LA FRANCE ET L'ALGÉRIE S'OPPOSENT

Les relations entre la France et l'Algérie traversent une crise diplomatique majeure, exacerbée par l'affaire de l'influenceur algérien Doualem. Expulsé de France pour incitation à la violence, il a été renvoyé vers la France après le refus de l'Algérie de l'accueillir. Ce geste a déclenché une vive réaction de Paris, où le gouvernement a dénoncé une « posture d'escalade ». En retour, Alger a qualifié l'expulsion d'arbitraire, alimentant une tension déjà palpable depuis le début de l'année.

Face à cette situation, la France évoque un « arsenal de riposte » pour accentuer la pression sur l'Algérie. Une première mesure envisagée est la réduction du nombre de visas délivrés aux Algériens. En 2023, 646 462 titres de séjour avaient été accordés aux ressortissants algériens, un chiffre supérieur à celui des Marocains. Toutefois, des réductions similaires en 2021 n'avaient pas produit de résultats significatifs, comme l'a rappelé Hasni Abidi, chercheur basé à Genève. Malgré cela, le ministre de l'Intérieur, Bruno Retailleau,

et d'autres responsables politiques appellent à une approche plus ferme, évoquant même un possible bras de fer.

Par ailleurs, l'accord franco-algérien de 1968, qui favorise l'entrée et l'installation des Algériens en France, est également ciblé. Plusieurs voix politiques, comme celles d'Édouard Philippe ou de Gabriel Attal, critiquent cet accord, le qualifiant de « filière d'immigration » et appelant à sa révision ou sa suppression. Cet accord confère des avantages significatifs aux ressortissants algériens, notamment en matière de regroupement familial et d'accès à des professions indépendantes. Pour ses détracteurs, il est devenu obsolète et peu adapté aux réalités actuelles.

Sur le plan économique, la France envisage également de revoir son aide au développement. En 2022, Paris a versé 131,79 millions d'euros à l'Algérie, finançant notamment des projets éducatifs et universitaires. Réduire ou rediriger ces fonds pourrait être une réponse symbolique mais lourde de conséquences, notamment pour

les jeunes Algériens bénéficiant de ces programmes.

Enfin, la France explore des options commerciales, notamment au niveau européen. Gabriel Attal a suggéré l'idée d'augmenter les droits de douane sur les importations algériennes. Cependant, cette mesure nécessiterait un consensus au sein de l'Union européenne et pourrait avoir des répercussions négatives sur la France, dépendante du gaz et du pétrole algériens. En 2023, l'Algérie a représenté 8 % des importations françaises de gaz et 10 % de celles de pétrole, soulignant l'interdépendance énergétique entre les deux nations.

Malgré les menaces de riposte, la France doit agir avec prudence pour éviter une escalade qui pourrait nuire à ses propres intérêts. La crise actuelle reflète la fragilité des relations franco-algériennes, ancrées dans une histoire complexe marquée par la colonisation et l'indépendance. À ce stade, les deux pays semblent engagés dans un bras de fer diplomatique, sans perspective immédiate de désescalade.

INTELLIGENCE ARTIFICIELLE ET INFORMATIQUE

UNE OPPORTUNITÉ POUR LE BÉNIN

L'intelligence artificielle (IA) est à l'origine d'une révolution mondiale dans les affaires, et l'informatique en constitue le principal levier. Pour les pays africains comme le Bénin, cette transformation représente une opportunité unique d'accélérer leur développement économique et social tout en répondant aux nombreux défis structurels qu'ils rencontrent.

Selon l'étude 2023 Global AI Indicator menée par Workday, près de la moitié des responsables informatiques à l'échelle mondiale estiment que l'IA et le machine learning (ML) transformeront leur fonction, permettant une meilleure innovation et une création de valeur stratégique. Pour les pays africains, cette dynamique peut non seulement moderniser les pratiques informatiques, mais également catalyser des changements profonds dans des secteurs clés tels que l'agriculture, l'éducation, la santé ou encore la gestion publique. Cependant, cette opportunité s'accompagne de défis importants, notamment en matière de gouvernance, d'infrastruc-

ture numérique et de compétences humaines, défis auxquels des pays comme le Bénin devront répondre avec détermination et vision stratégique.

L'IA et ses nombreuses applications peuvent répondre à des problématiques pressantes au Bénin, comme la faible industrialisation, le manque de données accessibles pour la prise de décision, et les infrastructures publiques souvent insuffisantes. Par exemple : Agriculture intelligente : Avec une économie encore fortement dépendante de l'agriculture, l'IA pourrait jouer un rôle clé dans la modernisation de ce secteur. Les technologies d'IA, telles que les capteurs connectés, la prévision météorologique avancée et l'analyse des sols, peuvent aider les agriculteurs béninois à maximiser leurs rendements tout en optimisant l'utilisation des ressources. Cela est crucial pour garantir la sécurité alimentaire dans un contexte de croissance démographique rapide. Gestion publique et lutte contre la corruption : L'IA peut contribuer à rendre

les services publics plus efficaces et transparents. Par exemple, des solutions basées sur le machine learning pourraient être utilisées pour automatiser la gestion des finances publiques ou détecter des anomalies dans les dépenses, renforçant ainsi la lutte contre la corruption, un enjeu clé pour le Bénin. Éducation numérique : Le Bénin pourrait également tirer profit de l'IA pour démocratiser l'accès à une éducation de qualité. Les plateformes éducatives basées sur l'IA, comme les tuteurs virtuels ou les applications d'apprentissage adaptatif, pourraient combler le manque d'enseignants qualifiés et offrir un apprentissage personnalisé aux élèves, même dans les zones rurales isolées. Santé publique : En renforçant les systèmes de santé par l'IA, le Bénin pourrait améliorer la détection des maladies, optimiser la gestion des ressources médicales et offrir des services de santé à distance dans les zones sous-desservies.

Pour que ces initiatives voient le jour, il est essentiel de réduire la surcharge des départements

informatiques béninois, souvent limités en termes de ressources humaines et techniques. Les technologies d'IA, capables d'automatiser des tâches répétitives comme la gestion des bases de données ou le support technique, pourraient permettre aux équipes informatiques locales de se concentrer sur des projets d'innovation à forte valeur ajoutée.

Par exemple, au lieu de passer du temps sur la maintenance des systèmes ou la résolution des pannes, les professionnels béninois pourraient utiliser des solutions d'IA générative pour automatiser ces processus et consacrer leurs efforts à des initiatives stratégiques.

En réduisant la charge de travail opérationnelle, l'IA aiderait également le Bénin à pallier la pénurie de compétences informatiques qui limite la croissance numérique dans le pays. À l'échelle africaine, une étude menée par Equinix en 2022 révèle que 67 % des responsables informatiques identifient la pénurie de talents qualifiés comme une menace majeure pour leur activité. L'IA pourrait combler cette lacune en permettant aux équipes existantes d'en faire plus avec les mêmes ressources et en facilitant la montée en compétences des jeunes talents. Cependant, pour tirer pleinement parti des avantages de l'IA, le Bénin devra investir massivement dans la formation de son capital humain et dans le renforcement de sa gou-

vernance numérique. Formation et montée en compétences : Une adoption réussie de l'IA dépendra de la capacité du Bénin à former des spécialistes capables de concevoir, déployer et entretenir ces technologies. Par ailleurs, des programmes éducatifs intégrant les compétences numériques dès le plus jeune âge seront essentiels pour préparer les futures générations. Bonne gouvernance des données : Une autre priorité sera de mettre en place des cadres de gouvernance rigoureux pour garantir la sécurité des données et leur gestion éthique. Les données étant le carburant des algorithmes d'IA, il est crucial que le Bénin adopte des politiques favorisant l'accès et le partage des données entre les secteurs, tout en protégeant la vie privée des citoyens.

Pour des pays comme le Bénin, l'IA ne doit pas seulement être vue comme un défi technologique, mais comme une opportunité pour combler le fossé numérique et atteindre des objectifs de développement durable.

Par exemple, des initiatives telles que le programme béninois de dématérialisation des services publics (e-administration) pourraient intégrer des solutions d'IA pour offrir des services plus rapides et personnalisés aux citoyens. De plus, l'IA pourrait être utilisée pour analyser les besoins des populations locales en temps réel et

orienter les investissements publics vers des projets à fort impact.

Pour réussir cette transformation, le Bénin devra aussi renforcer sa coopération internationale et mobiliser des financements externes. Les partenaires techniques et financiers, comme l'Ambassade des Pays-Bas ou les grandes entreprises technologiques, peuvent jouer un rôle clé en fournissant à la fois des ressources financières et un transfert de compétences pour soutenir les projets d'IA.

L'intelligence artificielle représente une opportunité unique pour le Bénin et d'autres pays africains de surmonter leurs défis structurels tout en accélérant leur transformation numérique. En investissant dans la formation, la gouvernance des données et des projets stratégiques, le Bénin pourrait non seulement moderniser son économie, mais également améliorer les conditions de vie de ses citoyens.

Si l'IA exige une gestion rigoureuse des responsabilités, elle offre également une voie vers un avenir où les systèmes informatiques et les technologies digitales ne sont plus des obstacles, mais des moteurs de développement inclusif et durable. Le Bénin est ainsi à la croisée des chemins, avec l'opportunité de se positionner comme un leader régional dans l'adoption de ces technologies révolutionnaires.



VISITE DU GÉNÉRAL SOUDANAIS ABDEL FATTAH AL-BURHAN

Le général Abdel Fattah al-Burhan, chef de l'armée soudanaise, a entrepris une visite officielle de 48 heures au Mali les 11 et 12 janvier. Cette visite s'inscrit dans le cadre du renforcement des relations bilatérales entre Bamako et Khartoum. À son arrivée à l'aéroport international de Bamako, al-Burhan a été accueilli avec les honneurs par le général Assimi Goïta, chef de la junte malienne et président de la transition. Ce déplacement est marqué par des discussions approfondies et stratégiques entre les deux dirigeants, qui souhaitent

renforcer leur coopération dans plusieurs domaines clés, notamment la sécurité et la diplomatie.

Dans un contexte marqué par des défis internes complexes dans les deux pays, cette visite illustre une volonté commune d'échanger des expériences et de coordonner des actions face à des situations similaires. Au Soudan, al-Burhan est engagé dans une guerre ouverte contre les Forces de soutien rapide (FSR), une milice paramilitaire qui conteste son autorité. Au Mali, la lutte contre les groupes jihadistes et les mouvements indépendan-

tistes, particulièrement dans le nord et le centre, reste un enjeu majeur pour le gouvernement de transition.

Une rencontre entre frères d'armes Dès son arrivée, le général soudanais a été reçu avec solennité par le président Assimi Goïta. Les deux hommes, tous deux militaires et chefs d'État issus de transitions politiques complexes, partagent des points communs dans leur trajectoire. Al-Burhan, vêtu d'un costume sobre, a été accueilli par Goïta en uniforme militaire, dans une mise en scène symbolique qui souligne la dimension militaire de leur collaboration.

VISITE DU GÉNÉRAL SOUDANAIS ABDEL FATTAH AL-BURHAN

Les discussions ont débuté dans les salons du palais présidentiel de Koulouba, une résidence située sur les hauteurs de Bamako. Selon des sources proches de la rencontre, les délégations ont mis en avant un « partage d'expérience » en matière de gestion des conflits internes. Le Mali, en proie à des attaques terroristes répétées, bénéficie d'une longue expérience dans la lutte contre les insurrections. Cette expertise pourrait être utile au Soudan, où les affrontements entre l'armée et les FSR ont plongé le pays dans une crise humanitaire et politique sans précédent.

Coopération militaire et sécurité renforcée
La coopération militaire figure parmi les priorités de cette visite officielle. Le Soudan, qui dispose de forces armées expérimentées, pourrait apporter une assistance technique et stratégique au Mali. Cette perspective pourrait renforcer les capacités maliennes dans des domaines tels que la lutte contre le terrorisme, la formation des soldats et la sécurisation des frontières.

Par ailleurs, cette visite met en lumière une convergence d'intérêts entre les deux pays en matière de géopolitique. Le Mali et le Soudan partagent une proximité idéologique et stratégique avec la Russie, un partenaire clé dans leur développement militaire et diplomatique. Moscou a intensifié son soutien à Bamako, notamment par le déploiement de formateurs militaires et la fourniture d'équipements. Khartoum, de son côté, bénéficie également de l'appui russe dans sa quête de stabilité

et d'équilibre régional. Cette affinité commune avec la Russie constitue un point d'appui pour une collaboration accrue entre les deux pays.

Une scène diplomatique en évolution
Outre les questions militaires, la visite du général al-Burhan a permis d'aborder des enjeux diplomatiques d'envergure. Bamako et Khartoum entendent coordonner leurs positions sur la scène internationale, notamment au sein des organisations régionales et internationales. Dans un contexte où les deux nations font face à des pressions extérieures, cette alliance pourrait leur permettre de mieux défendre leurs intérêts respectifs.

La junte malienne, isolée par les sanctions de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et par une partie de la communauté internationale, trouve en le Soudan un partenaire prêt à lui apporter un soutien diplomatique et politique. De son côté, Khartoum voit dans cette alliance une opportunité de renforcer sa position régionale tout en bénéficiant de l'expérience malienne dans la gestion des insurrections.

Un partenariat stratégique en construction
Cette visite de deux jours au Mali marque une étape importante dans la consolidation des relations entre Bamako et Khartoum. Elle reflète une dynamique de coopération basée sur des intérêts mutuels et des défis partagés. En dépit des différences dans leurs contextes politiques et sociaux, les deux pays semblent

déterminés à construire un partenariat stratégique à long terme.

Pour le Mali, cette alliance avec le Soudan s'inscrit dans une volonté de diversifier ses partenariats internationaux, tout en renforçant ses capacités dans des domaines critiques. Pour le Soudan, elle offre une plateforme pour échanger des idées et des approches face à des défis complexes, tout en tissant des liens solides avec un autre acteur africain en transition.

Une visite aux retombées prometteuses

En conclusion, le déplacement du général Abdel Fattah al-Burhan au Mali ne se limite pas à une simple visite protocolaire. Il s'agit d'un moment stratégique pour approfondir les relations entre deux nations confrontées à des enjeux similaires. Ce rapprochement, axé sur la sécurité, la coopération militaire et la diplomatie, pourrait permettre aux deux pays de faire face aux défis communs avec une plus grande efficacité.

Au-delà des symboles, cette visite traduit une volonté partagée de bâtir des bases solides pour une collaboration durable. Dans un contexte régional marqué par l'instabilité et les rivalités géopolitiques, l'alliance entre Bamako et Khartoum pourrait constituer un modèle de coopération entre nations africaines confrontées à des réalités complexes. Les retombées de cette visite seront scrutées de près dans les mois à venir, tant au Mali qu'au Soudan.

A portrait of Kémi Séba, a Black man with a beard, wearing a dark blue patterned blazer over a white shirt. He is gesturing with his hands while speaking. The background is a blurred blue studio setting.

KÉMI SÉBA DÉFIE LA CLASSE POLITIQUE

L'activiste panafricainiste Kémi Séba, connu pour son militantisme contre la Françafrique et le néocolonialisme, a récemment annoncé sa candidature à l'élection présidentielle béninoise de 2026. Cette déclaration a suscité de nombreuses interrogations sur la pertinence de cette démarche. S'il jouit d'une certaine notoriété sur la scène panafricaine, sa connaissance des réalités locales et sa légitimité à prétendre au plus haut poste de l'État béninois font débat.

Né en France de parents

béninois, Kémi Séba, de son vrai nom Stellio Gilles Robert Capo-Chichi, s'est distingué comme une figure radicale du panafricanisme. Ses actions médiatisées, comme le rejet symbolique du franc CFA, lui ont valu le soutien d'une partie de la jeunesse africaine et la défiance des élites politiques. Cependant, son annonce de candidature à la présidence du Bénin soulève des questions sur son lien réel avec le pays qu'il aspire à diriger.

Si Kémi Séba revendique des origines béninoises, ses attaches avec le pays sont limitées. Ayant gran-

di en France et mené une carrière militante principalement à l'échelle internationale, il n'a pas été directement impliqué dans les enjeux sociaux, économiques et politiques locaux. Les défis auxquels fait face le Bénin, comme la lutte contre la corruption, le chômage, l'insécurité et la gestion des infrastructures, nécessitent une connaissance approfondie du terrain et des solutions adaptées à la réalité béninoise.

En effet, la gouvernance ne se résume pas à un discours anti-impérialiste ou à des postures idéo-

KÉMI SÉBA

DÉFIE LA CLASSE POLITIQUE

logiques. Pour diriger un pays comme le Bénin, il faut comprendre les subtilités de son économie, de sa culture, et de ses institutions. Les électeurs pourraient légitimement se demander si Kémi Séba, avec son parcours essentiellement militant, est préparé à répondre aux préoccupations quotidiennes des citoyens. Parmi ses propositions, Kémi Séba a évoqué des mesures telles que le retrait du Bénin de la Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) pour rejoindre une hypothétique Alliance des États du Sahel (AES). Si cette idée s'inscrit dans sa vision d'un panafricanisme affranchi des influences occidentales, elle semble en décalage avec les besoins immédiats du Bénin.

Le pays, dont l'économie repose sur des échanges régionaux, dépend fortement de la CEDEAO pour ses relations commerciales et financières. Une telle rupture pourrait avoir des conséquences néfastes sur les secteurs agricoles et industriels, déjà fragiles. De plus, sa focalisation sur des questions géopolitiques à l'échelle continentale risque de détourner l'attention des défis internes, comme l'accès à l'éducation, à la santé et aux infrastructures de base.

La crédibilité d'un candidat repose non seulement sur ses idées, mais aussi sur sa capacité à bâtir des coalitions et à inspirer confiance aux électeurs. À ce jour, Kémi Séba ne semble pas avoir développé une base politique solide au Bénin. Bien qu'il ait exprimé son souhait de représenter le parti d'opposition « Les Démocrates », aucun soutien officiel ne lui a encore été accordé. Sa déchéance récente de la nationalité française, après des condamnations pour incitation à la haine raciale, alimente également les critiques. Certains y voient une tentative d'opportunisme politique, visant à transformer son exclusion de la France en une quête de légitimité en Afrique. Cependant, cette approche pourrait se heurter à la méfiance des Béninois, qui attendent des candidats dotés d'une vision réaliste et d'une intégrité éprouvée.

L'arrivée de Kémi Séba dans la course présidentielle pourrait fragmenter l'électorat de l'opposition et profiter indirectement au président sortant, Patrice Talon. En détournant l'attention des véritables enjeux locaux vers des débats idéologiques, il risque d'affaiblir la cohésion des forces adverses au pouvoir en place. Par ailleurs, son style de

communication, axé sur les réseaux sociaux et les slogans anti-système, pourrait séduire une partie de la jeunesse urbaine, mais il devra convaincre les électeurs ruraux, qui constituent une majorité. Ces derniers, confrontés à des défis concrets comme l'accès à l'eau, à l'électricité et aux infrastructures, pourraient être sceptiques face à des propositions trop éloignées de leurs réalités.

La candidature de Kémi Séba à la présidentielle de 2026 interpelle par son audace, mais elle soulève de nombreuses questions sur sa pertinence. Bien que son discours panafricaniste résonne avec une partie de l'électorat, son manque de lien profond avec le Bénin, ses propositions radicales et sa méconnaissance des défis locaux pourraient limiter ses chances.

Pour convaincre, Kémi Séba devra démontrer qu'il est capable de transformer son activisme en un projet politique cohérent et pragmatique, adapté aux besoins des Béninois. Sans cela, sa candidature risque de rester perçue comme une démarche symbolique, plus tournée vers la promotion de sa notoriété que vers une réelle ambition de gouverner le pays.



L'ART DE LA TABLE POUR SUBLIMER LES TRADITIONS

Jusqu'au 14 janvier, l'espace « L'Ovale » à Cotonou accueille une exposition unique intitulée « Retour aux sources ». Initiée par Elvyre Dos-

sou en collaboration avec Kemi Home Art, cet événement est une ode à la culture et aux traditions béninoises, réinterprétées à travers l'art de

la table. Une occasion exceptionnelle de découvrir comment des objets du quotidien, comme les assiettes et les tasses, peuvent devenir des supports

L'ART DE LA TABLE POUR SUBLIMER LES TRADITIONS

de célébration artistique et identitaire.

L'exposition plonge les visiteurs dans un univers où la porcelaine côtoie le pagne tissé et le wax, où chaque pièce raconte une histoire. Assiettes aux imprimés ethniques, tasses ornées de motifs inspirés des masques sacrés ou des Amazones du Dahomey : chaque création incarne un mariage entre savoir-faire artisanal, innovation contemporaine et héritage culturel. Elvyre Dossou, béninoise profondément attachée à ses racines, a su sublimer son art en proposant des pièces durables, respectueuses de l'environnement, et porteuses de sens.

Lors du vernissage, organisé le 26 décembre, la promotrice a souligné la philosophie de son travail. « Chaque pièce est créée avec soin et passion, reflétant l'authenticité et la beauté de notre patrimoine tout en étant adaptée à une époque moderne », a-t-elle expliqué. Elle voit dans ce projet non seulement une valorisa-

tion des traditions béninoises, mais aussi une contribution à la préservation de cet héritage culturel, souvent méconnu ou sous-estimé.

Les thèmes abordés lors de l'exposition touchent aux fondements de l'identité béninoise : le retour des œuvres sacrées, la royauté du Dahomey et ses 14 rois, ou encore les masques emblématiques. Ces symboles forts, gravés sur des objets du quotidien, deviennent des éléments de dialogue entre passé et présent.

Le soutien de l'Agence de Promotion des Investissements et des Exportations (APIEx) à ce projet souligne l'importance de l'artisanat dans le rayonnement du Bénin. Ce soutien, perçu par Elvyre Dossou comme une reconnaissance du leadership visionnaire du président Patrice Talon, renforce l'idée que l'artisanat béninois a un rôle clé à jouer sur la scène internationale. En valorisant des artistes locaux et leurs œuvres, le Bénin affirme sa capacité à allier

modernité et tradition.

Au-delà de l'esthétique, « Retour aux sources » est une invitation à réfléchir sur l'identité et les traditions béninoises. En ancrant l'art de la table dans une démarche culturelle et durable, Elvyre Dossou redéfinit l'acte de partager un repas, le transformant en une expérience esthétique et mémorielle. Pour les visiteurs, cette exposition est une expérience immersive, une rencontre entre l'art et la vie quotidienne, qui rappelle que chaque objet, aussi simple soit-il, peut être un vecteur de transmission culturelle.

Ainsi, cette exposition ne se limite pas à sublimer les arts et les traditions : elle participe à écrire une nouvelle page de la culture béninoise, ouverte sur le monde, mais fermement enracinée dans son passé. Un hommage vibrant à l'art et à l'identité du Bénin, qui trouve dans « Retour aux sources » une expression unique et inoubliable.



1A

F1RST AFRIQUE

*"L'intégrité
est essentielle pour
la réussite à long terme
de toute entreprise.
Chez nous, c'est une valeur
non négociable."*



<https://firstafrique.tv/bj/>



+ 229 66 05 56 61

F1RST AFRIQUE